

Des politiques linguistiques, pour quoi faire ?

Jean-Marie Klinkenberg (Académie royale de Belgique)

Dans cette conférence, on réfléchira aux enjeux sociaux dans lesquels la langue est impliquée. Sur ces bases, on dégagera les grands principes qui doivent sous-tendre les politiques linguistiques des États démocratiques ; et cela sans se dissimuler les hypothèques pesant sur ces politiques.

Car hypothèques il y a. Certaines d'entre elles ont un caractère très général, mais d'autres pèsent d'un poids tout particulier en francophonie, domaine auquel s'attachera principalement l'exposé. Les structures des institutions francophones — aucune d'entre elles ne menant de politique linguistique à un niveau international —, comme aussi l'imagerie traditionnellement attachée à la langue française, entravent dangereusement l'action de celles et ceux qui entendent s'impliquer dans des politiques linguistiques libératrices.